

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 92 — 202

[S-C — 27017]

**14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon réglant l'intervention financière en faveur des communes qui s'inscrivent dans une politique de traitement des déchets**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 20 décembre 1990 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991, notamment l'article 43.03.01 du programme 01 de la section 40, portant un crédit initial de 93,2 millions de francs;

Vu le décret du 25 juillet 1991 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1991, adaptant le crédit à 171,3 millions de francs;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 16 juin 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'article 19 du décret du 20 décembre 1990 précité autorise l'Exécutif à répartir l'intervention complémentaire en faveur des communes à concurrence des allocations de base inscrites à l'article 43.03.01 du programme 01 de la section 40;

Considérant que cette intervention financière en faveur des communes pour l'année 1991 dépend entièrement de la mise en vigueur du présent arrêté;

Considérant que, dans l'intérêt des finances communales, elle doit intervenir au plus tôt, compte tenu des besoins pressants de rentrées financières pour les communes;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle l'octroi par la Région, d'une intervention financière complémentaire en faveur des communes s'inscrivant dans une politique de traitement des déchets ménagers et des déchets industriels.

**Art. 2.** Un montant de 171,3 millions de francs, inscrit à charge de l'allocation de base 43.03.01 du programme 01 de la section 40 du budget administratif 1991 du Ministère de la Région wallonne, est réparti entre les communes, conformément aux articles 3 à 6.

**Art. 3.** 18 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles est implantée une usine de traitement des déchets, dont 11 % pour les déchets ménagers et 7 % pour les déchets industriels.

Cette répartition est effectuée au prorata des capacités de traitement des usines exprimées en tonnes.

Pour les déchets ménagers, seules les tonnes de déchets traités selon les procédés de l'incinération, du broyage-triage-compostage et du tri-valorisation sont prises en compte pour le calcul des capacités.

Pour les déchets industriels, seules les techniques visant à la récupération des matières et les techniques de valorisation énergétique sont prises en compte pour le calcul des capacités.

**Art. 4.** 27 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles sont situées des décharges de classe II, autorisées conformément à l'article 19 du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets et de l'article 32 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées.

Cette répartition est effectuée au prorata des volumes de ces décharges tels qu'ils ont été autorisés conformément à l'arrêté précité.

**Art. 5.** 6 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes sur le territoire desquelles sont aménagées des stations de transfert des déchets ménagers.

Cette répartition est effectuée au prorata de la surface des stations de transfert, exprimées en mètres carrés.

On entend, dans le présent arrêté, par station de transfert, une aire géographique servant de relais entre les communes bénéficiaires et l'usine de traitement où ces communes bénéficiaires rassemblent leurs déchets, soit pour éviter une distance trop grande d'acheminement des déchets, soit en vue de l'acheminement des déchets par un autre moyen de transport.

**Art. 6.** 39 % du montant visé à l'article 2 précité sont répartis entre les communes qui font procéder au traitement de leurs déchets ménagers selon les trois procédés de traitement retenus à l'article 3.

Cette répartition est effectuée au prorata du résultat obtenu en multipliant le chiffre de leur population par celui de la distance, exprimée en kilomètres, entre le centre administratif de la commune bénéficiaire et le centre administratif de la commune où est située l'usine de traitement ou la station de transfert.

Le chiffre de la population pris en considération pour chaque commune concernée, résulte du relevé des chiffres officiels de la population au 1er janvier de l'année 1990, publié au *Moniteur belge* par l'Institut national de Statistique.

Le kilométrage, arrondi à la première décimale, est relevé à vol d'oiseau entre le centre administratif de la commune bénéficiaire et le centre administratif de la commune où est située l'usine de traitement ou la station de transfert, selon le cas.

**Art. 7.** 10 % du montant visé à l'article 2 précité, sont répartis entre les communes qui disposent d'un parc à containers, tel que défini au Plan wallon des Déchets, pour lequel elles contribuent financièrement, et pour autant que ce parc à containers soit opérationnel depuis six mois au moins à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 8. 1.** Les montants alloués en application des articles 3 à 5 du présent arrêté, constituent, pour les communes, des recettes du service extraordinaire, aux termes de l'arrêté du Régent du 10 février 1945 portant règlement général sur la comptabilité communale.

Ils seront affectés à des dépenses du même service liées à la protection ou à l'amélioration de l'environnement dans la commune.

2. Pour autant qu'ils ne soient pas supérieurs aux dépenses réelles liées à la collecte et au transport des déchets ménagers de l'exercice en cours, les montants alloués en application des articles 6 et 7 du présent arrêté constituent, pour les communes, des recettes du service ordinaire à affecter à la fonction 876 du budget communal.

Tout dépassement de recettes par rapport aux dépenses, doit être enregistré et affecté comme prévu au 1 du présent article.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 15 novembre 1991.

**Art. 10.** Le Ministre ayant les Pouvoirs locaux dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 novembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 202

[S-C — 27017]

#### 14. NOVEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Regelung der finanzielle Beteiligung zugunsten der Gemeinden, die in Verbindung mit einer Politik zur Verarbeitung der Abfälle stehen

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 1990 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1991, insbesondere des Artikels 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40, über die Anfangshaushaltsmittel von 93,2 Millionen Franken;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 zur erster Anpassung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1991, zur Anpassung der Haushaltsmittel zu 171,3 Millionen Franken;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und durch das Gesetz vom 18. Juni 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Artikel 19 des vorerwähnten Dekrets vom 20. Dezember 1990 die Exekutive erlaubt, die zusätzliche Beteiligung an die Gemeinden bis zu den in Artikel 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40 eingetragenen Zuschüssen zu verteilen;

In der Erwägung, daß diese finanzielle Beteiligung zugunsten der Gemeinden für das Haushaltsjahr 1991 völlig von dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abhängt;

In der Erwägung, daß im Interesse der Finanzen der Gemeinden diese Beteiligung unter Berücksichtigung des dringenden Bedürfnisses nach finanziellen Einnahmen für die Gemeinden so schnell wie möglich eingegriffen werden soll;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Der vorliegende Erlaß regelt die Zulassung durch die Region von einer zusätzlichen finanziellen Beteiligung zugunsten der Gemeinden, die in Verbindung mit einer Politik zur Verarbeitung der Hausmülle- und der Industrieabfälle stehen.

**Art. 2.** Ein Betrag von 171,3 Millionen Franken, der zu Lasten des Zuschusses 43.03.01 des Programms 01 des Abschnittes 40 des Verwaltungshaushalts 1991 des Ministeriums der Wallonischen Region eingetragen ist, wird unter die Gemeinden gemäß den Artikeln 3 bis 6 verteilt.

**Art. 3.** 18 % des im Artikel 2 vorerwähnten Betrags werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet eine Anlage zur Verarbeitung der Abfälle, davon 11 % für die Hausmülle und 7 % für die Industrieabfälle, angesiedelt ist.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu den in Tonnen ausgedrückten Verarbeitungskapazitäten der Anlagen vorgenommen.

Für die Hausmülle werden nur die Tonnen Abfälle, die gemäß den Verfahren der Verbrennung, der Vermahlung-Sortierung-Kompostierung und der Sortierung-Aufwertung verarbeitet werden, berücksichtigt.

Für die Industrieabfälle werden nur die Techniken zur Stoffrückgewinnung und die Techniken zur Energieaufwertung für die Berechnung der Kapazitäten berücksichtigt.

**Art. 4.** 27 % des im Artikel 2 erwähnten Betrags werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet Deponien Klasse II, die gemäß dem Artikel 19 des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle und dem Artikel 32 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Juli 1987 über die kontrollierten Deponien zugelassen sind.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu dem Volumen dieser Deponien, wie sie gemäß dem vorerwähnten Artikel zugelassen worden sind, vorgenommen.

**Art. 5.** 6 % des im Artikel 2 vorerwähnten Betrags werden unter die Gemeinden verteilt, auf deren Gebiet Übertragungsanlagen der Hausmülle eingerichtet sind.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu der in Quadratmeter ausgedrückten Fläche der Übertragungsanlagen vorgenommen.

Im vorliegenden Erlaß versteht man unter Übertragungsanlage eine geographische Fläche, die als Relais für die begünstigten Gemeinden und die Verarbeitungsanlage dient. In dieser Fläche versammeln die Gemeinden ihre Abfälle entweder um einen zu grossen Abstand zur Beförderung der Abfälle zu vermeiden oder zwecks der Beförderung der Abfälle durch ein anderes transportmittel.

**Art. 6.** 39 % des im Artikel 2 vorerwähnten Betrags werden unter die Gemeinden verteilt, die die Verarbeitung ihrer Hausmülle gemäß den drei in Artikel 3 berücksichtigten Verfahren von Verarbeitung vorgehen lassen.

Diese Verteilung wird im Verhältnis zu dem folgenden erzielten Ergebnis gemacht : die Zahl der Bevölkerung X der in Kilometer ausgedrückte Abstand zwischen dem Verwaltungszentrum der begünstigten Gemeinde und dem Verwaltungszentrum, wo die Verarbeitungs- oder Übertragungsanlage steht.

Die für jede betreffende Gemeinde berücksichtigte Bevölkerungszahl ergibt sich aus der durch das Nationale Institut der Statistik im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Liste der offiziellen Bevölkerungszahl am 1. Januar 1990.

Die auf der ersten Dezimale aufgerundete Kilometerzahl wird in der Luftlinie zwischen dem Verwaltungszentrum der begünstigten Gemeinde und dem Verwaltungszentrum der Gemeinde, wo die Verarbeitungs- bzw. die Übertragungsanlage steht, berechnet.

**Art. 7.** 10 % des im Artikel 2 vorerwähnten Betrags werden unter die Gemeinden verteilt, die über einen Containerpark verfügen, wie er im Wallonischen Abfälleplan bestimmt ist und wofür sie sich finanziell beteiligen, vorausgesetzt, daß dieser Containerpark seit mindestens sechs Monaten ab dem Inkrafttredatum des vorliegenden Erlasses operativ sei.

**Art. 8. 1.** Die in Anwendung der Artikel 3 bis 5 des vorliegenden Erlasses gewährten Beträge bilden für die Gemeinden die Einnahmen des außergewöhnlichen Dienstes im Sinne des Regentenerlasses vom 10. Februar 1945 zur allgemeinen Regelung über die gemeindliche Buchführung.

Sie werden für die Ausgaben desselben Dienstes verbunden mit dem Schutz und der Verbesserung der Umwelt in der Gemeinde verwendet.

2. Vorausgesetzt, daß sie nicht höher als die wirklichen Ausgaben verbunden mit der Sammlung und dem Transport von Hausmülle des laufenden Jahres seien, bilden die in Anwendung der Artikel 6 und 7 des vorliegenden Erlasses gewährten Beträge für die Gemeinden die Einnahmen des gewöhnlichen Dienstes, die für die Posten 876 des gemeindlichen Haushalts zu verwenden sind.

Jede Überschreitung der Einnahmen im Verhältnis zu den Ausgaben soll wie im 1. des vorliegenden Artikels eingetragener und verwendet werden.

**Art. 9.** Der vorliegende Erlaß tritt am 15. November 1991 in Kraft.

**Art. 10.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Lokalen Behörden gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. November 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,  
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

A. VAN der BIEST

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 202

[S-C — 27017]

14 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot regeling van de tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten die in de lijn liggen van een afvalstoffenverwerkingsbeleid

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 20 december 1990 houdende de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1991, inzonderheid op artikel 43.03.01, programma 01, van afdeling 40, houdende een oorspronkelijk krediet van 93,2 miljoen frank;

Gelet op het decreet van 25 juli 1991 houdende de eerste aanpassing van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1991, waarbij het krediet op 171,3 miljoen frank vastgelegd wordt;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de toestemming van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 en bij de wet van 16 juni 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat artikel 19 van voornoemd decreet van 20 december 1990 de Executieve toelaat de bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten te verdelen ten belope van de in artikel 43.03.01, van het programma 01, van de afdeling 40, bepaalde basistoelagen;

Overwegende dat deze tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten voor het jaar 1991 volkomen afhankelijk is van de inwerkingtreding van dit besluit;

Overwegende dat ze in het belang van de gemeentelijke financiën zo vlug mogelijk dient plaats te vinden, rekening houdend met het feit dat de gemeenten dringend behoefte hebben aan financiële middelen;

Op voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt de toekenning door het Gewest van een bijkomende tegemoetkoming ten gunste van de gemeenten die in de lijn liggen van een verwerkingsbeleid van huisvuil en industrieel afval.

**Art. 2.** Een bedrag van 171,3 miljoen frank, geboekt bij de basistoelage 43.03.01, van het programma 01, van de afdeling 40, van de administratieve begroting 1991 van het Ministerie van het Waalse Gewest, wordt overeenkomstig de artikelen 3 tot 8 onder de gemeenten verdeeld.

**Art. 3.** 18 % van het in artikel 2 bedoeld bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied een huisvuilverwerkingsbedrijf gevestigd is, waarvan 11 % voor het huisvuil en 7 % voor de industriële afval.

Die verdeling gebeurt naar rata van het in tot uitgedrukt verwerkingsvermogen van de bedrijven.

Wat het huisvuil betreft, komen alleen de tonnen huisvuil verwerkt door verbranding, vermaling-sortering-compostbemesting en sortering-valorisatie in aanmerking voor de berekening van de vermogens.

Wat de industriële afval betreft, komen alleen de technieken die de terugwinning van de stoffen en de energetische valorisatie beogen in aanmerking voor de berekening van de vermogens.

**Art. 4.** 27 % van het in artikel 2 bedoeld bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied stortplaatsen van klasse II gelegen zijn, toegelaten overeenkomstig artikel 19 van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen en artikel 32 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen.

Die verdeling gebeurt naar rata van de volumes van die stortplaatsen zoals zij overeenkomstig voornoemd besluit werden toegelaten.

**Art. 5.** 6 % van het in artikel 2 bedoeld bedrag worden verdeeld onder de gemeenten op wiens grondgebied huisvuiloverdrachtstations gevestigd zijn.

Die verdeling gebeurt naar rata van de in vierkante meters uitgedrukte oppervlakte van de overdrachtstations.

In dit besluit wordt onder overdrachtstation verstaan, een geografische plaats gebruikt als aflossingspunt tussen de begunstigde gemeenten en het verwerkingsbedrijf waar die begunstigde gemeenten hun afval bijeenbrengen, hetzij om te voorkomen dat de afval over een te lange afstand wordt vervoerd, hetzij om hem op een andere wijze te vervoeren.

**Art. 6.** 39 % van het in artikel 2 bedoeld bedrag worden verdeeld onder de gemeenten die hun huisvuil laten verwerken volgens de drie procédés bepaald in artikel 3.

Die verdeling gebeurt naar rata van het resultaat verkregen door het bevolkingscijfer te vermenigvuldigen met de in kilometers uitgedrukte afstand tussen het administratief centrum van de begunstigde gemeente en het administratief centrum van de gemeente waar het verwerkingsbedrijf of het overdrachtstation gelegen is.

Het voor elke betrokken gemeente in aanmerking genomen bevolkingscijfer komt voort uit de lijst van de officiële bevolkingscijfers geldig op 1 januari 1990 en door het Nationaal Instituut voor de Statistiek in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Het aantal kilometers, afgerond op de eerste decimaal, is gelijk aan de in vogelvlucht berekende afstand tussen het administratief centrum van de begunstigde gemeente en het administratief centrum van de gemeente waar het verwerkingsbedrijf of het overdrachtstation, al naar gelang het geval, gelegen is.

**Art. 7.** 10 % van het in artikel 2 bedoeld bedrag worden verdeeld onder de gemeenten die beschikken over een containerpark, zoals bepaald in het Waalse Afvalstoffenplan, waarvoor zij financieel tussenkomen, en voor zover dat containerpark sinds minstens zes maanden bedrijfsklaar is op de inwerkingtredingsdatum van dit besluit.

**Art. 8.** 1. De overeenkomstig de artikelen 3 tot 5 van dit besluit toegekende bedragen vertegenwoordigen voor de gemeenten ontvangsten van de buitengewone dienst in de zin van het besluit van de Regent van 10 februari 1945 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding.

Die bedragen zijn bestemd voor uitgaven gedaan door dezelfde dienst met het oog op de bescherming of de verbetering van het leefmilieu in de gemeente.

2. Voor zover zij de werkelijke uitgaven voortvloeiend uit de ophaal en het vervoer van het huisvuil van het lopend dienstjaar niet overschrijden, vertegenwoordigen de overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van dit besluit toegekende bedragen voor de gemeenten ontvangsten van de gewone dienst die voor functie 876 van de gemeentelijke begroting bestemd dienen te worden.

Telkens als het bedrag van de ontvangsten dat van de uitgaven overschrijdt, dient het verschil geboekt en bestemd te worden zoals bepaald in punt 1 van dit artikel.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 15 november 1991.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid Lokale Besturen behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 november 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden voor het Waalse Gewest,  
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 92 — 203 (89 — 1053)

[C — 27020]

27 OCTOBRE 1988. — Décret sur les carrières. — Errata

Dans le *Moniteur belge* n° 109 du 8 juin 1989, aux pages 10328 et 10329, la version française du décret susmentionné doit être modifiée comme suit :

— la première phrase du deuxième alinéa du § 2 de l'article 12 doit se lire : « Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. »;

— les §§ 3 et 4 de ce même article 12 doivent être supprimés.

ÜBERSETZUNG

D. 92 — 203 (89 — 1053)

[C — 27020]

27. OKTOBER 1988. — Dekret über die Steinbrüche. — Errata

Im *Belgischen Staatsblatt* Nr. 109 vom 8. Juni 1989, auf den Seiten 10328 und 10329, muß die französische Fassung des oben erwähnten Dekrets wie folgt abgeändert werden :

— der erste Satz des zweiten Absatzes des § 2 vom Artikel 12 soll wie folgt gelesen werden : « Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. »;

— die §§ 3 und 4 desselben Artikels 12 sollen aufgehoben werden.

VERTALING

N. 92 — 203 (89 — 1053)

[C — 27020]

27 OKTOBER 1988. — Decreet over de groeven. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 109 van 8 juni 1989, op de bladzijden 10328 en 10329, dient de Franse tekst van voornoemd decreet te worden gewijzigd als volgt :

— de eerste zin van artikel 12, § 2, alinea 2, dient te worden gelezen als volgt : « Les personnes de droit public intéressées peuvent procéder elles-mêmes à la vente, à la location ou à l'amodiation des immeubles acquis ou expropriés par elles en vertu du présent décret. »;

— de §§ 3 en 4 van hetzelfde artikel 12 dienen te worden afgeschaft.

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

N. 92 — 204

[C — 31007]

16 JANUARI 1992. — Verordening houdende vaststelling van de tarieven die van toepassing zijn voor het bezoldigd vervoer van personen per taxi (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld bij artikel 108ter, § 2, van de Grondwet.

Art. 2. Deze verordening is van toepassing op de exploitanten van een taxidienst, houders van een vergunning afgeleverd door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

(1) Zie noot volgende bladzijde.

### CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 92 — 204

[C — 31007]

16 JANVIER 1992. — Règlement fixant le tarif applicable pour le transport rémunéré de personnes par taxis (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent règlement règle une matière visée à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

Art. 2. Le présent règlement est applicable aux exploitants d'un service de taxis titulaires d'une autorisation délivrée par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

(1) Voir note à la page suivante.